



Conseil de sécurité

Soixante-dixième année

7357^e séance

Judi 8 janvier 2015, à 15 h 20

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Barros Melet	(Chili)
<i>Membres :</i>	Angola	M. Gaspar Martins
	Chine	M. Zhao Yong
	Espagne	M. González de Linares Palou
	États-Unis d'Amérique	M. Pressman
	Fédération de Russie	M. Iliichev
	France	M. Delattre
	Jordanie	M ^{me} Kavar
	Lituanie	M. Baublys
	Malaisie	M ^{me} Adnin
	Nigéria	M ^{me} Ogwu
	Nouvelle-Zélande	M. McLay
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Wilson
	Tchad	M. Cherif
	Venezuela (République bolivarienne du)	M. Suárez Moreno

Ordre du jour

Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest

Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies
pour l'Afrique de l'Ouest (S/2014/945)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 20.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest

Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (S/2014/945)

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, j'invite M. Mohammed Ibn Chambas, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2014/945, qui contient le rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest.

Je donne maintenant la parole à M. Chambas.

M. Chambas (*parle en anglais*) : C'est un plaisir pour moi que d'être dans cette salle aujourd'hui pour faire un exposé au Conseil, pour la première fois en ma qualité de Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest, sur la situation dans la sous-région.

Les événements récents reflètent la fragilité de la situation politique dans de nombreux pays ouest-africains dans le contexte des préparatifs des élections présidentielles et législatives prévues en 2015 et 2016. Certaines des tensions qui existent dans ces pays ont trait à la résistance à laquelle se heurtent les dirigeants en place qui tentent de s'accrocher au pouvoir par le truchement de révisions constitutionnelles.

En Gambie, des combats ont éclaté le 30 décembre au palais présidentiel à Banjul lorsqu'une mutinerie dirigée par le lieutenant-colonel Lamin Sanneh a tenté de renverser le Président Yahya Jammeh, au pouvoir depuis 20 ans. Cette attaque a été mise en échec par les forces fidèles au Président, lequel se trouvait alors hors du pays. Cette tentative de coup d'État a été la troisième au cours des huit dernières années. Entretemps, certaines informations font état de l'arrestation de membres de la famille des auteurs présumés. Je prévois de me rendre

à Banjul, les 14 et 15 janvier, et attends avec intérêt de rencontrer le Président Jammeh afin de m'entretenir avec lui de la situation dans le pays. Je réitérerai notre condamnation catégorique de toute tentative visant à saisir le pouvoir par des moyens inconstitutionnels et encouragerai les autorités gambiennes à mener, avec l'appui des partenaires internationaux, une enquête crédible sur les événements qui se sont produits afin d'assurer le respect des procédures judiciaires et des droits de l'homme.

Au Burkina Faso, un soulèvement populaire, fin octobre 2014, a forcé le Président Blaise Compaoré à démissionner après avoir tenté de modifier la Constitution en vue de prolonger son mandat, ce qui a mis brutalement fin à ses 27 années au pouvoir. Avec l'appui des partenaires internationaux, une mission conjointe de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union africaine et des Nations Unies a permis la conclusion par les acteurs nationaux d'un accord sur une transition sous contrôle civil, dont les principes directeurs sont consacrés dans la Charte de la transition, signée le 16 novembre.

Un groupe international de suivi et d'appui à la transition au Burkina Faso a été créé afin d'aider les institutions chargées de la transition en cette période critique, qui verra l'organisation d'élections présidentielle et législatives d'ici le mois de novembre 2015. Le groupe tiendra sa première réunion le 13 janvier, à Ouagadougou, et nous nous réjouissons à la perspective d'y participer.

En 2015, cinq autres pays de l'Afrique de l'Ouest tiendront des élections présidentielles : le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Nigéria et le Togo. Au Togo, où le parti du Président Faure Gnassingbé est au pouvoir depuis 1967, une nouvelle coalition de l'opposition a organisé des manifestations à Lomé en novembre et en décembre, qui se sont poursuivies en ce mois de janvier. La question litigieuse demeure l'absence de consensus sur les réformes politiques, en particulier en ce qui concerne l'introduction de limites à la durée du mandat présidentiel et la réforme du système de scrutin à un seul tour. Ces points doivent être examinés en priorité par le Gouvernement en vue d'apaiser les tensions dans le pays.

Au Bénin voisin, un consensus doit encore être trouvé sur la mise en œuvre du système électronique de listes électorales, ce qui entraîne des retards dans l'organisation des élections locales et pourrait avoir une incidence sur les élections législatives et présidentielle

prévues en 2015 et 2016, respectivement. Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) sera en contact étroit avec les autorités togolaises et béninoises au cours des semaines à venir, en vue de mobiliser leurs efforts et de les encourager à préparer le terrain pour la tenue d'élections pacifiques et crédibles.

Au Niger, les tensions se sont poursuivies entre le Gouvernement et les partis politiques de l'opposition, sur fond de précarité de la situation en matière de sécurité, en raison notamment de la violence et de l'instabilité dans les pays voisins, en particulier en Libye, au Mali, mais aussi au Nigéria. En Côte d'Ivoire, s'il est vrai que le dialogue politique entre le Gouvernement et les partis de l'opposition a repris, les tensions persistent et pourraient dégénérer en violences pendant et/ou après les élections d'octobre 2015.

Dans un mois environ – 43 jours, pour être précis –, les Nigériens se rendront aux urnes pour les élections présidentielle et législatives. Ces élections générales ont lieu dans un contexte marqué par l'insurrection violente de Boko Haram, un groupe terroriste opérant dans le nord-est, et par les conflits interconfessionnels dans le centre-nord et le nord-ouest, ainsi que par un environnement pré-électoral de plus en plus tendu. La tenue d'élections dans les États de Borno, de Yobe et d'Adamawa présentera un défi de taille. Le risque de violences pré- et post-électorales exige que la communauté internationale resserre sa coopération avec le Nigéria, afin de s'attaquer à ses difficultés persistantes et de soutenir la tenue d'élections crédibles et pacifiques dans tout le pays.

La région demeure vulnérable à l'insécurité et aux menaces terroristes. Dans le nord-est du Nigéria, la situation en matière de sécurité ne montre aucun signe d'amélioration en dépit des efforts déployés aux niveaux régional et national. Les populations civiles des trois États du nord-est d'Adamawa, de Borno et de Yobe ont été la cible ces six derniers mois d'attaques d'une grande intensité et de violations systématiques des droits de l'homme, notamment la destruction de villages, les enlèvements, les attentats-suicides, les assassinats et autres.

Le nombre des victimes de ces odieux actes de violence qui, pour la plupart, ont été attribués au groupe terroriste Boko Haram, est énorme, et les mesures de lutte contre l'insurrection n'ont pu assurer une protection adéquate aux civils. Depuis l'enlèvement de plus de 200 écolières à Chibok, dans l'État de Borno, la communauté internationale appuie les efforts

déployés par le Gouvernement pour s'attaquer à ce problème. Dans le cadre des efforts les plus récents, l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme tiendra à l'intention des responsables des forces de l'ordre le premier de plusieurs ateliers sur les droits de l'homme, l'état de droit et la prévention du terrorisme, pendant la troisième semaine du mois de janvier.

En ma qualité de Représentant de haut niveau du Secrétaire général pour le Nigéria, je me suis rendu dans le pays en novembre et en décembre pour m'entretenir avec de hauts responsables gouvernementaux et d'autres parties prenantes, en vue de parvenir à un consensus sur la manière de faire face à la menace du groupe terroriste Boko Haram et d'évaluer le risque de violences électorales. Si l'insurrection du groupe terroriste Boko Haram est profondément enracinée au Nigéria, elle s'étend de plus en plus au Cameroun, au Niger et au Tchad. Plus de 300 000 Nigériens ont cherché refuge dans le nord-ouest du Cameroun et le sud-ouest du Niger, accroissant les pressions sur les économies locales de ces pays et fragilisant la sécurité interne. L'UNOWA, en collaboration avec le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), continuera de travailler en étroite collaboration avec les pays de la Commission du bassin du lac Tchad pour traiter les aspects régionaux de la menace que représente le groupe terroriste Boko Haram.

L'insécurité dans le nord-est du Nigéria a également gravement entravé les activités de la Commission mixte Cameroun-Nigéria, en particulier en ce qui concerne ses évaluations vitales sur le terrain. En ma qualité de Président de la Commission mixte, je me suis efforcé de remédier à ce retard et d'adapter le champ des activités à l'évolution de la situation en matière de sécurité. La démarcation se poursuit : pour achever la démarcation, 767 bornes doivent encore être installées, pour lesquelles un financement est nécessaire.

Parmi les autres problèmes de sécurité qui touchent la région, de violents actes de piraterie commis dans le golfe de Guinée continuent d'entraver l'économie et le commerce de l'Afrique de l'Ouest. Les pays de la région ont fait quelques progrès en ce qui concerne la mise en place d'une infrastructure de sécurité maritime. De nouveaux efforts sont nécessaires, notamment pour le règlement des différends relatifs aux frontières maritimes. L'UNOWA et le BRENUAC continueront d'apporter un soutien à la CEDEAO, à la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et à la Commission du golfe de Guinée dans la mise en œuvre

du cadre stratégique adopté lors du Sommet de Yaoundé du 15 juin 2013.

Avant de terminer, je voudrais rapidement aborder la question de la fièvre hémorragique Ebola, qui a ravagé l'Afrique de l'Ouest en 2014, faisant au moins 8 200 victimes. À la mi-novembre, en compagnie du Président de la Commission de la CEDEAO, je me suis rendu dans les trois pays les plus touchés, à savoir la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria, qui ont été politiquement et économiquement isolés. À l'exception du Mali, tous les pays voisins ont, à un moment donné, fermé leurs frontières terrestres et imposé des restrictions de vol, ce qui a également entravé le fonctionnement des mécanismes régionaux et sous-régionaux.

Alors que les interventions humanitaires louables de la communauté internationale, y compris la Mission

des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola, à laquelle il faut rendre hommage, se poursuivent, nous devons veiller à ce que les conséquences de l'épidémie ne réduisent pas à néant les progrès accomplis au cours des années d'activités de consolidation de la paix dans ces trois États fragiles.

Je tiens à remercier le Conseil de l'intérêt et de l'appui constants dont il fait montre s'agissant de la consolidation de la paix, de la sécurité et de la démocratie en Afrique de l'Ouest.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Chambas de son exposé.

J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 15 h 30.